

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDES DE COMMENTAIRES À PROPOS DE LA PROPOSITION RUSSE DE DÉSARMEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, question dont je lui ai du reste donné avis. Vu les observations qu'il formulait la semaine dernière quant à l'accueil sérieux qu'il importait, selon lui, de réserver aux propositions faites par certains pays en vue de la réalisation d'une détente internationale,—et sans d'ailleurs exprimer mon avis sur le bien-fondé même de celles-ci,—me sera-t-il permis de demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures ce qu'il pense d'une proposition qu'aurait faite le président du Conseil de l'Union soviétique au premier ministre de l'Inde, proposition communiquée au président des États-Unis et au premier ministre du Royaume-Uni? Me dira-t-il en outre si cette proposition a également été adressée au gouvernement du Canada?

L'hon. Sidney E. Smith (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je remercie l'honorable député de m'avoir donné avis de sa question il y a quelques instants. Disons tout d'abord que le gouvernement canadien n'a reçu aucune communication à cet égard. Nous ne savons rien à ce sujet, si ce n'est ce que nous avons lu dans les journaux.

J'ai bien dit la semaine dernière que nous ne devrions pas opposer sur-le-champ une fin de non recevoir à toutes les propositions soviétiques. Il est certain qu'une communication aussi importante que celle dont les journaux parlent, transmise à MM. Nehru, Eisenhower et MacMillan, mérite que ceux qui la reçoivent et autres s'y arrêtent très sérieusement. Je puis assurer à la Chambre que le gouvernement canadien examinera toute proposition contenue dans ces lettres, pour peu qu'on nous communique le texte officiel. Nous les examinerons très soigneusement dans l'espoir qu'on puisse y trouver une solution quelconque aux problèmes difficiles et ardu, mais essentiels, que comporte la réalisation d'accords relatifs au désarmement.

Nous espérons toujours que les Russes feront à l'Ouest des propositions d'une réelle valeur. Je dois dire cependant qu'il devra s'agir de quelque chose de plus sérieux qu'un renouvellement de la demande de cesser simplement les essais nucléaires. Les journaux ne signalent rien qui soit de nature à assurer le respect d'un tel engagement et je rappelle à la Chambre que l'interdiction des essais

n'est qu'une partie des propositions de désarmement approuvées il y a quelques mois par les Nations Unies.

Ces propositions comprenaient l'interdiction immédiate des essais; toutefois, la résolution prévoyait en outre la cessation de la production des armes nucléaires, la réduction des armements classiques et d'autres mesures sous l'empire d'un régime d'inspection et de contrôle, grâce auquel toutes les parties seraient assurées que les autres se conforment à leurs engagements.

DEMANDE DE COMMENTAIRES À PROPOS DE LA NOUVELLE PARUE DANS LES JOURNAUX AU SUJET DE M. DULLES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Macdonald (Vancouver-Kingsway): Je voudrais poser au ministre des Affaires extérieures une question revêtant une certaine gravité. Je demanderai au ministre de bien vouloir formuler quelques observations au sujet de l'affirmation que fait le *Sun*, de Vancouver, dans son numéro du 4 décembre 1957, dont je lui ai remis un exemplaire, et d'après laquelle M. John Foster Dulles a inactivement personnellement le ministre du Canada à Washington, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, l'ambassadeur de France et plusieurs autres?

L'hon. Sidney Smith (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Depuis mon arrivée à la Chambre, le député m'a fait tenir la coupure en cause du *Sun* de Vancouver. Je n'ai pas encore eu l'occasion d'en prendre complètement connaissance, mais je dirai à la Chambre qu'il s'agit d'une nouvelle de Washington, soulignée par quelqu'un ici de façon à faire ressortir ce qui suit:

En plus de considérer le monde actuel en myope, monsieur Dulles a plus fait pour perdre des amis et indisposer les gens que tout secrétaire d'État américain à notre époque.

Il a personnellement rabroué le ministre du Canada à Washington, un ambassadeur de Grande-Bretagne, un ambassadeur de France et plusieurs autres.

Il est toujours difficile de soutenir une négative. Il est encore plus difficile de soutenir une négative au nom d'un autre. Depuis quatre mois, je suis en relations étroites avec notre représentant en poste à Washington. De fait, samedi dernier, nous nous sommes entretenus ici, à Ottawa, de ses relations avec M. Dulles et rien de ce que M. Robertson a dit en cette occasion ou au cours d'entretiens antérieurs entre nous deux n'indique que ses relations avec le secrétaire d'État américain aient été rien moins que courtoises, amicales et vraiment cordiales. Je ne puis nullement ajouter foi à l'exactitude de cette nouvelle.